

# Actualité Belgique

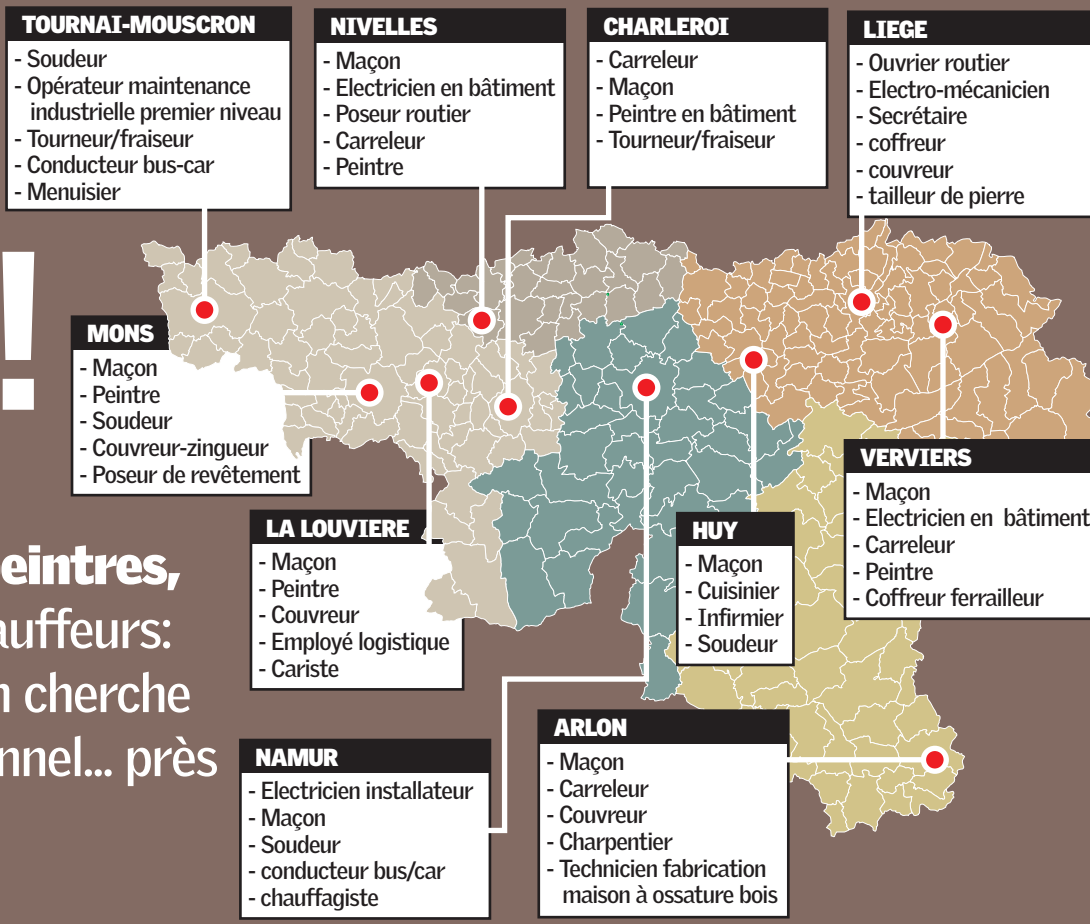
LA CRISE? PAS PARTOUT...

## Mais oui, on engage!



PHOTONEWS

**Coiffeurs, maçons, peintres, agents de sécurité, chauffeurs: voici les métiers où l'on cherche actuellement du personnel... près de chez vous**



**Oui, il y a encore des emplois libres. La crise financière frappe durement certains secteurs mais une centaine de métiers sont en grave pénurie de main-d'œuvre. Le Forem lance des formations très rapides pour trouver, partout, des candidats à des emplois presque garantis.**

Maçon, soudeur, carreleur, peintre en bâtiment, coiffeur, coffreur. Voici quelques-uns de ces métiers actuellement en pénurie en Région wallonne. Ce n'est pas une blague, non. C'est plutôt le paradoxe de notre économie: des secteurs comme la sidérurgie préparent des restructurations et des mises au chômage économique massives. Dans le même temps, une

longue série de métiers techniques, de services ou technologiques recherchent désespérément du personnel disponible sur le marché de l'emploi.

**CONSTRUCTION: UNE MINE D'OR**  
C'est le cas, par exemple, de tous les métiers de la construction, où l'on attend un gros boom imminent. "Nous avons accompagné la reprise de l'activité dans le secteur de la construction en lançant le prêt tremplin. Au 15 janvier, nous avons déjà 1.500 demandes", souligne le ministre wallon Jean-Claude Marcourt.

C'est un fait, dans toutes les régions de Wallonie, le maçon est une denrée rare, très recherchée. Idem pour les électromécaniciens, les dessinateurs industriels, les pâtisseries, les agents

de sécurité ou les femmes de ménage. "La biotechnologie recherche de la main-d'œuvre, idem pour le secteur mécanique et les ingénieurs mécaniciens", poursuit Jean-Claude Marcourt.

Exact, mais on imagine difficilement qu'un sidérurgiste se métamorphose en laborantin en quelques semaines. "Évidemment, toutes les reconversions ne sont pas possibles, mais notre devoir est de venir en aide à ceux qui n'ont plus de job. C'est surtout vrai pour tous ces contrats à durée déterminée et ces intérimaires qui perdent leur travail en silence. Depuis quelques jours, nous les accompagnons via le speed-coaching, littéralement un coaching rapide qui donne des résultats rapides". Concrètement, tout CDD ou intérimaire doit se rendre au

Forem où il sera pris en charge (lire ci-contre). "On peut trouver sa voie dans un métier voisin, l'important c'est d'épauler le demandeur d'emploi, ne pas le laisser s'enfoncer".

### EMPLOIS PRESQUE GARANTIS

Ce n'est pas tout, le Forem va lancer dans les prochains jours une action Focus sur les métiers en pénurie. "Dans chaque région, selon les besoins des entreprises, nous allons donner des formations rapides pour des métiers en pénurie avec un taux d'insertion très élevé", souligne la porte-parole du Forem Charleroi.

Bref, un programme formation qui a de fortes chances de déboucher sur un vrai job. Non, ce n'est pas une blague. «

DEMETRIO SCAGLIOLA

### Questions à...

#### EMELINE BROWEZ, RESPONSABLE SPEED COACHING

**Emeline Browez, vous êtes responsable du projet au Forem de Charleroi. C'est quoi le speed coaching?**

C'est un nouveau programme qui permet à un CDD ou à un intérimaire arrivé en fin de contrat de retrouver un partenaire... professionnel le plus vite possible. Le but est simple: maintenir le niveau d'employabilité".

**Concrètement, comment ça marche?**

Le speed-coaching repose sur un contrat de six mois qui permet au demandeur d'emploi de conserver tous ses droits mais, surtout, de

bénéficier d'un solide programme personnalisé. La prise en charge est rapide, quelques jours à peine. On fait un bilan professionnel, un bilan des compétences afin de lui donner des formations adéquates. Le candidat est tenu de suivre au moins dix heures par mois: des séances collectives, des aides à l'emploi, des formations. **Et s'il retrouve un job entre-temps?**

Il peut arrêter le programme. **Combien de coach dans votre région?**

Un seul, on adapte si la demande est plus forte.

### MARIAGES

## Saint-Valentin: le double de noces

Cette année, la Saint-Valentin tombe un samedi. Vous êtes nombreux à avoir choisi ce jour pour convoler en justes noces.

Le bilan est clair dans les plus grandes villes wallonnes: contrairement à un samedi hivernal classique, il y aura le double de mariages ce samedi 14 février 2009.

Ainsi, pour Namur, Bruxelles, Charleroi, Liège et Tournai, on dénombre 50 mariages.

Ce chiffre peut paraître faible, mais détrompez-vous. "Nous avons dû refuser des gens, parce qu'ils ont rendu leur dossier trop tard", nous dit Michel Leclercq, responsable des mariages à Charleroi, où 11 noces sont enregistrées pour le jour de la Saint-Valentin. Soit le double que d'habitude.

À Liège, la symbolique a failli être poussée jusqu'au bout, puisque 14 dossiers étaient envoyés.

"Mais, seul 12 mariages seront célébrés. C'est tout de même le double qu'un samedi d'hiver classique", explique Marcelino Arguelles, en charge des mariages. "Nous avons dû ajouter des heures pour permettre que tous les mariages aient lieu", nous raconte-t-on à Namur. Ici, les 11 mariages, encore une fois le double par rapport à un samedi normal, seront célébrés de 10h à 15h, au lieu de 10h à midi.

Douze couples de Bruxelles-Ville s'uniront aussi le jour de la Saint-Valentin, au lieu de 6, ordinairement.

L'emballage dû à la présence de Cupidon est bien réel... Sauf à Tournai, où l'on reste sur des bases habituelles, avec 6 couples qui se diront "oui". «

A.S.

### POLITIQUE ULTIMATUM.

## Lizin s'accroche: non à la démission

Ah, M<sup>me</sup> Lizin! La fédération PS de Huy-Waremme l'avait prévenue: elle devait démissionner au plus tard hier soir ou les socialistes agiraient pour elle. Entendez, les élus PS hutois avec le partenaire MR, introduiraient une motion de méfiance à son encontre. La bouillonnante n'en a cure: "Sa démission? Exclu et cela l'a toujours été, explique son attaché parlementaire, David Lefebvre. Elle n'est plus socialiste, elle est indépendante". Anne-Marie Lizin a rappelé que "sa position de bourgmestre est légitime". Et parle de "présomption d'innocence". Prochain scénario? La motion devrait être dé-



Elle s'accroche.

■ BELGA

posée puis proposée au vote du conseil communal. Si elle est votée (il faut une majorité simple des élus + 1 soit 14 élus tou-

tes tendances confondues), Lizin siégerait comme conseillère communale indépendante. Ce mardi, des inspecteurs de la Région Wallonne ont saisi des documents relatifs aux dépenses de M<sup>me</sup> Lizin à la Ville et à l'hôpital, histoire de vérifier si elle n'a pas voulu se faire rembourser les frais à deux reprises! Et mardi soir, on apprendait encore que l'assemblée générale de l'hôpital de Huy décidait d'une action en justice à l'encontre de M<sup>me</sup> Lizin... en vue de récupérer le montant des dépenses injustifiées avec la Visa de l'hôpital. Dans le genre confiance rompue... «

M.S.P.

**CONTRÔLES D'ALCOOL SUR VOTRE GSM**

Si vous désirez éviter de faire la queue lors d'un contrôle d'alcool, envoyez le code de votre province au 9636

LA PRÉVENTION EST PLUS IMPORTANTE QUE LES SANCTIONS!  
BOIRE OU CONDUIRE, IL FAUT CHOISIR!

**LIÈGE**  
SMS ALCOUE au 9636

**NAMUR**  
SMS ALCONAM au 9636

**HAINAUT**  
SMS ALCOHAJ au 9636

**BRABANT**  
SMS ALCOBRAB au 9636

**LUXEMBOURG**  
SMS ALCDLUX au 9636

9636  
€ 0.80 / SMS

### POLITIQUE SÉPARATION DES POUVOIRS

## Fortis: commission d'enquête déjà enterrée?

Ce sont les experts mandatés par le Parlement pour préparer leur travail qui l'affirment: la commission d'enquête parlementaire Fortis, celle-là même chargée de vérifier s'il y a eu ou pas entrave à la séparation des pouvoirs dans le dossier, ne peut accomplir la mission dont elle est chargée.

Unanimes, les experts avancent notamment le fait que ladite commission est appelée à se pencher

sur une procédure judiciaire dont on est loin de connaître le dénouement.

Ils estiment que la mission dévolue à la commission d'enquête viole dès lors la séparation des pouvoirs qu'elle entend promouvoir. Et ils indiquent qu'elle empiéterait sur une compétence qu'ils qualifient d'exclusive du Conseil supérieur de la Justice sur le contrôle du fonctionnement des Cours et tribu-

naux. Ils notent aussi que "notre État de droit aurait tout à perdre dans un conflit entre pouvoirs qui, de ripostes en ripostes, d'arêts en rapports, trouverait son issue dans l'arbitrage cuisant d'une juridiction supranationale".

Enterrée, dès lors, la commission et la lumière sur les éventuelles immixtions ministérielles dans les affaires judiciaires? Hier soir, un de ses membres, Olivier Main-

gain (MR) affirmait que tout arrêter "serait un mauvais signal". Mais d'évoquer dans la foulée la possibilité que la commission ne puisse terminer ses travaux et doive à un moment donné suspendre pour attendre la fin des procédures en cours. "Il me semble difficile sinon impossible pour la commission de remettre un rapport définitif pour la mi-mars", disait-il encore. C'était pourtant l'objectif annoncé. «